

ARRÊTÉ N° 55

PORTANT EXPROPRIATION, POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE, DES TERRAINS
NÉCESSAIRES AUX FORTIFICATIONS DE L'EST ET DE L'OUEST.

Nous, Gouverneur des Établissements français de l'Océanie, Commissaire du Roi près la Reine des Iles de la Société,

Vu le rapport de M. le directeur du génie, en date du 10 juin 1845, portant qu'il y a nécessité que les deux zones de terrains suivant les lignes de fortifications de l'est et de l'ouest, indispensables pour l'exécution des travaux de défense, soient acquises par l'État ;

Vu les instructions de M. le Ministre de la Marine et des Colonies, en date du 28 avril 1843, relatives aux expropriations de terrains dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 1844, fixant le mode de procéder aux expropriations pour cause d'utilité publique dans lesdits Établissements,

Après en avoir conféré en Conseil d'administration, le Conseil de gouvernement entendu,

ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Il sera immédiatement et conformément aux règles tracées par l'arrêté susdaté, procédé à l'expropriation pour cause d'utilité publique, des deux zones de terrains nécessaires aux fortifications de l'est et de l'ouest, et déterminées dans le plan déposé à la direction du génie.

ART. 2. M. le directeur du génie et M. le directeur du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 15 juin 1845.

Signé : BRUAT.

ARRÊTÉ N° 56

FIXANT LE MODE D'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ DU 15 JANVIER 1844, SUR
L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

Nous, Gouverneur des Établissements français de l'Océanie, Commissaire du Roi près la Reine des Iles de la Société,

ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. Le directeur des services du génie et des ponts-et-chaussées, le chef du service administratif, le directeur des domaines et le juge de paix sont chargés de l'exécution de l'arrêté du 15 janvier 1844, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 2. Toutes les fois que, pour le service du gouvernement, il y aura lieu de déclarer l'expropriation de maisons, terrains ou immeubles quelconques, le directeur du génie adressera au Gouverneur un rapport où seront énoncés les motifs de l'expropriation ; il y joindra un plan des immeubles à exproprier.